

OBJECTIF DES RUCHES DE SAINT JEAN

Pour lutter contre l'étalement urbain, le mal vivre, la promiscuité, l'isolement ; pour répondre aux défis environnementaux, il ne faut pas seulement légiférer, obliger ou interdire. Il faut surtout faire en sorte que la ville soit porteuse de qualités propres, que l'habitat se réinvente un idéal collectif.

Nous, association des Ruches de Saint Jean sommes convaincues que les citoyens, aux côtés des collectivités, peuvent être porteurs de nouvelles réponses aux défis qui se posent à nous.

Répondre aux besoins et aux désirs des citoyens qui s'engagent pour de nouvelles approches de l'habitat.

L'habitat participatif est un terme fédérateur qui désigne toute une série d'initiatives dont l'objectif est la recherche d'alternatives aux cadres de production classiques du logement, en positionnant l'usager au cœur de la réalisation et de la gestion de son lieu de vie.

Par les qualités qu'il porte en lui et les valeurs qu'il met en application, l'habitat participatif répond à des enjeux relevant aussi de l'intérêt général. A ce titre, il doit trouver sa place dans les politiques publiques de l'habitat et ainsi s'imposer comme une voie alternative d'accès au logement aux côtés du parc privé et du logement social.

Le principe élaboré par les Ruches de Saint Jean se résume en trois points :

1. Créer une **voie alternative d'accès au logement aux côtés du parc privé** et du logement social pour palier au refus du participatif par les bailleurs sociaux.
2. Faire de notre projet un **vrai Habitat Participatif** où les adhérents de l'association, et en premier lieu les futurs acquéreurs, contribuent au financement des logements locatifs **garantissant la mixité sociale**.
3. Mettre en place une solution de financement alternatif aux financements bancaires pour la réalisation des logements locatifs à loyer modérés puisque les banques ne peuvent pas nous prêter sur 40 ou 50 ans.
(Ne pas oublier, que pour qu'un loyer soit modéré il faut rembourser un prêt sur ces durées, c'est ce que font les bailleurs sociaux, et que nous n'avons pas accès à ces prêts).